

premiers ministres du Commonwealth (1-16 mai); en leur absence, J. L. Ralston agit à titre de premier ministre suppléant, L. S. St. Laurent en qualité de secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures et Hume Wrong en qualité de sous-secrétaire d'État suppléant. Du 23 avril au 14 mai et, à nouveau, du 22 au 27 juin 1945, le Premier ministre séjourna à San Francisco à l'occasion de la conférence de fondation des Nations Unies (25 avril-26 juin). À cette occasion, J. L. Ilsley agit à titre de premier ministre suppléant et Brooke Claxton en qualité de secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Plusieurs fonctionnaires du Ministère, y compris le sous-secrétaire d'État et le sous-secrétaire d'État associé, Hume Wrong, restèrent à San Francisco pendant toute la durée de la conférence; John Read demeura à Ottawa en qualité de sous-secrétaire d'État suppléant. Du 7 octobre au 3 novembre 1945, le Premier ministre et le sous-secrétaire séjournèrent à nouveau à l'étranger, cette fois pour rencontrer des ministres et des fonctionnaires en Grande-Bretagne. À Ottawa, Ilsley fit à nouveau office de premier ministre, St. Laurent de secrétaire d'État aux Affaires extérieures et Wrong de sous-secrétaire. La fin de la guerre en Europe facilita également les déplacements des diplomates postés à l'étranger. C'est ainsi que Vincent Massey, haut commissaire en Grande-Bretagne depuis 1935, put prendre des vacances au Canada du 6 août jusqu'à la première semaine de novembre 1945. Pendant son absence, Frederic Hudd agit à titre de haut commissaire suppléant.

Pendant toute la durée des hostilités, le Comité de guerre du Cabinet prit la plupart des grandes décisions de politique extérieure. Il tint sa dernière rencontre le 11 avril 1945. Pendant que le Premier ministre assistait à la Conférence de fondation des Nations Unies à San Francisco, un comité spécial du Cabinet, dont l'existence fut de courte durée, traita des questions relatives à la guerre. Il se réunit à trois reprises (les 19 et 25 avril et le 16 mai 1945). Après la capitulation du Japon, ce fut l'ensemble du Cabinet qui prit des décisions sur les grandes questions relatives aux politiques.²

Les plans établis pour la conduite de la guerre (Chapitre II) se fondaient sur l'attente de progrès en trois étapes : l'assaut en Europe continentale et la défaite de l'Allemagne (étape I), suivi de la concentration de la guerre contre le Japon (étape II) et du rétablissement de l'ordre dans les régions dévastées (étape III). Le principal événement auquel les Canadiens ont participé sur le théâtre européen, l'invasion de la Normandie, appartient principalement au domaine de l'histoire militaire, mais l'annonce que cette invasion avait eu lieu fit l'objet de communications diplomatiques parce que le Canada était mécontent des arrangements relatifs à la publicité qui avaient été pris l'année précédente pour la campagne de Sicile (Volume 9, documents 301-315). Après le jour 'J', la lassitude de la guerre caractéristique de cette période devint de plus en plus évidente. Cela tient peut-être à la crise de la conscription de 1944, qui était avant tout une question intérieure et militaire, mais qui est évoquée ici dans un échange de messages entre le Premier ministre, Churchill et (par l'intermédiaire du général Maurice Pope) Roosevelt (documents 330-332 et

²C. P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements: les politiques de guerre du Canada, 1939-1945* (Ottawa, Information Canada, 1970), p. 132.